



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Appel du Conseil mondial : stratégie relative à l'espace civique

23 juillet 2020

PROCÈS-VERBAL

Participants

Membres du Conseil Mondial

Adnan Bahiya, Irak (MENA) AB

Athayde Motta, Brésil (Amérique latine) AM

Chadwick Llanos, Philippines (Asie-Pacifique) CL

Chenai Mukumba, Zambie (Afrique anglophone) (présidente) CM

Dupleix Kuenzob, Cameroun (représentant du CPA) DK

Isabel Munilla, États-Unis (Portée mondiale) IM

Joe Williams, Royaume-Uni (Portée mondiale) JW

Miles Litvinoff, Royaume-Uni (Europe et Amérique du Nord) ML

Olena Pavlenko, Ukraine (Eurasie) OP

Excusé :

Mariatou Amadou, Niger (Afrique francophone)

Secrétariat

Elisa Peter, directrice exécutive EP

Stephanie Rochford, directrice de l'engagement des membres SR

Demba Seydi, coordinateur régional pour l'Afrique de l'Ouest francophone DS

Marion Mondain, conseillère en matière d'espace civique et de droits humains MM

Actions

Action	Responsable	Échéance
Intégrer l'espace civique en tant que point permanent à l'ordre du jour	Secrétariat	À compter de la réunion du CM de septembre
Partager des idées sur la façon d'assurer une coordination efficace au sein du réseau	Membres du Conseil mondial	En cours



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Notes

La présidente CM a souhaité la bienvenue à tous et à toutes, avant de rappeler aux participants l'accent thématique placé sur l'espace civique. Elle a présenté Marion Mondain et Demba Seydi du secrétariat de PCQVP en vue de leurs présentations portant sur le cadre stratégique de PCQVP en matière d'espace civique et sur la situation au Niger.

Présentation du cadre stratégique pour l'espace civique (MM)

MM a donné un bref aperçu de l'élaboration du cadre en 2019, ainsi qu'une définition de l'interprétation de l'espace civique par PCQVP. Elle a souligné les défis particuliers liés aux restrictions des libertés fondamentales associées à la pandémie de COVID-19.

Discussion sur l'espace civique

IM a félicité MM pour la charge et la qualité du travail entrepris sur l'espace civique. Elle a rappelé l'intérêt et la capacité d'Oxfam à soutenir le secrétariat et les membres de PCQVP sur les questions liées à l'espace civique, notamment en mobilisant des ressources supplémentaires. Elle a demandé si l'approche adoptée pour soutenir la coalition au Niger (renforcement des capacités, prévention, intervention rapide, etc.) pouvait être appliquée à d'autres pays/régions. Aux États-Unis, il est possible que les prochaines élections modifient le paysage politique et il existe un certain nombre d'objectifs au Congrès américain pour lesquels nous pouvons faire double emploi.

ML a remercié MM pour sa présentation et a partagé une anecdote sur le Myanmar, portée à l'attention du DFID par PCQVP Royaume-Uni. Le gouvernement britannique peut être mis à contribution sur ces questions. Il a relevé des cas de graves intimidations à l'encontre d'OSC au Brésil et au Kazakhstan. Il a demandé un examen de 15 min des mises à jour importantes concernant l'espace civique à chaque réunion du CM.

AM a souligné que les menaces et les attaques contre les militants de la gouvernance des ressources naturelles en Amérique latine n'ont pas été historiquement analysées comme un symptôme de fermeture de l'espace civique. Il est très important d'établir ce lien dans notre récit, pour montrer que les attaques isolées font en fait partie d'une tendance plus large et préoccupante.

En réponse aux questions posées au CM, JW a déclaré que l'examen de validation de l'ITIE était une occasion importante de réfléchir à la manière dont d'autres mécanismes pourraient être mieux intégrés au travail sur l'industrie extractive (PGO, ICNL, CIVICUS, ONU, etc.). Bien que soutenant l'idée d'organiser des formations destinées aux membres, il



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

s'interroge sur la capacité du secrétariat à les organiser seul et sur la façon dont le secrétariat donne la priorité à l'affectation de ses ressources limitées. Il a souligné l'importance de se concentrer sur les prochaines élections, au cours desquelles des restrictions en matière d'espace civique sont souvent imposées. Les IFI doivent absolument se poser comme un point de mire : le secrétariat coordonnant les efforts en cours déployés par les autres. Il serait intéressant de préciser à quoi ressemblerait la participation des entreprises, ainsi que la manière de mobiliser les organismes nationaux et régionaux de défense des droits de l'homme et de la femme. Il a également offert le soutien du NRG1 sur la validation de l'ITIE et la participation des IFI (FMI), ainsi que des entreprises. L'indice du NRG1, qui sera publié l'année prochaine, inclut l'espace civique, et il a encouragé MM à prendre contact avec l'équipe du NRG1.

CL a souligné les défis auxquels sont confrontés les militants aux Philippines. Les préoccupations relatives à l'espace civique semblent être une priorité élevée dans un plus grand nombre de pays à l'heure actuelle et il paraît pertinent de réfléchir sur ces tendances.

OP a remercié MM pour cette présentation exhaustive. Elle a rappelé aux participants la situation en Azerbaïdjan, qui s'est retiré de l'ITIE suite au non-respect des exigences liées à la participation de la société civile. Le débat sur la transparence face à la redevabilité/droits de l'homme et de la femme est toujours d'actualité au sein de l'ITIE. OP nous a encouragés à travailler avec des champions de haut niveau tels que les délégations de l'UE pour faire avancer notre programme de plaidoyer, ainsi que pour forger un récit fort sur les raisons pour lesquelles la redevabilité est si fondamentale pour une gouvernance appropriée des ressources naturelles.

EP a souligné la marge de manœuvre importante pour influencer la validation ITIE du protocole relatif à la participation de la société civile et l'exigence 1.3. sur la participation de la société civile. PCQVP et l'ICNL ont rédigé une proposition de cadre comprenant un ensemble d'indicateurs, qui a été partagé avec le secrétariat de l'ITIE (disponible sur demande) et il sera important de déployer de grands efforts dans les prochains mois avant la réunion du Conseil d'administration de l'ITIE en octobre, lorsque le nouveau modèle de validation doit être approuvé. Elle a également informé le CM qu'elle avait récemment rejoint le Comité consultatif de l'[ICNL](#), en vue de favoriser une coopération plus stratégique entre PCQVP et l'ICNL.

Présentation des mises à jour/informations sur le Niger (DS)

DS a fait le point sur les graves défis actuels au Niger en ce qui concerne l'espace de la société civile, les problèmes rencontrés en 2018 (avec l'arrestation de 26 militants) se répétant en 2020 (trois militants de PCQVP sont toujours en prison à l'heure actuelle).



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Discussion sur le Niger

JW s'est renseigné sur la réponse du Conseil d'administration/secrétariat de l'ITIE à la situation au Niger.

MM a confié que le secrétariat de PCQVP avait pris contact avec le secrétariat de l'ITIE pour lui faire part de ses préoccupations concernant le schéma actuel inquiétant de répression contre certains membres de PCQVP, dont un membre du groupe multipartite. Des discussions ont eu lieu avec le Conseil d'administration des OSC afin de déclencher le Comité d'intervention rapide. Néanmoins, cette affaire n'a pas été considérée comme une violation manifeste du protocole relatif à la participation de la société civile.

IM s'est interrogée sur les potentielles actions en ce qui concerne la participation des entreprises, ainsi que le rôle des ambassades au Niger. Elle a demandé s'il pouvait être utile d'établir une liaison avec Orano dans ce cas.

Marion a ajouté que nous pouvons poursuivre cette discussion séparément avec la coalition de PCQVP États-Unis.

Déroulement des réunions virtuelles du CM

Un membre a demandé que les réunions du CM soient ouvertes aux membres de PCQVP en tant qu'observateurs, d'autant plus que cela n'engendrerait aucun coût supplémentaire, car elles se déroulent en ligne. Les observateurs pourront toujours participer aux réunions en ligne si/quand les réunions physiques reprendront.

Les membres du CM ont trouvé cette idée intéressante, avec la réserve pour le CM de tenir des séances exécutives à huis clos, il serait pertinent de publier une liste de ces derniers, de définir les règles de participation des observateurs (par exemple, la possibilité de prendre la parole ou non), etc.

EP a noté certaines limitations à la participation liées aux fuseaux horaires et à la disposition linguistique (les réunions du CM se tiennent actuellement en anglais et en français). EP a également fait part du risque que des personnes qui ne sont pas membres de PCQVP se joignent en tant qu'observateurs, bien que ce risque puisse être atténué si la demande doit passer par le représentant du CM concerné.

Une proposition a été formulée pour fournir une idée précise des occasions où les réunions du CM peuvent être rendues publiques, selon les éléments se rapportant à la stratégie Vision 2025.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Questions diverses

CM a annoncé qu'elle quittait son organisation actuelle en Zambie (CUTS) pour un rôle dans une organisation non membre de PCQVP. À ce titre, elle devra se retirer du Conseil mondial. Le secrétariat diffusera un message dans les prochains jours contenant des informations sur les prochaines étapes pour assurer son remplacement en temps utile, conformément aux dispositions du manuel de gouvernance de PCQVP. Les membres du CM devront également choisir un nouveau président.